

L'Argentine prouve qu'il y a une vie après la "mondialisation inévitable"



[Le gouvernement argentin vient de décider, ce 16 avril 2012](#), d'exproprier le groupe espagnol Repsol de sa participation dans la compagnie pétrolière argentine YPF, qui est donc renationalisée.

Cette nouvelle décision fait grimper aux rideaux le gouvernement de Madrid qui y dénonce une attaque contre les "intérêts espagnols". Mais elle s'inscrit en réalité dans une politique de longue haleine, mise en œuvre depuis dix ans par le président de la République Nestor Kirchner puis par sa femme qui lui a succédé à ce poste.



Cette politique "néo-péroniste" est approuvée par une très grande majorité du peuple argentin : elle consiste à rendre à la République argentine sa souveraineté et son indépendance nationales, et sa capacité à assurer la justice sociale entre ses habitants. Ses succès sont remarquables.

RAPPEL DE L'HISTOIRE RÉCENTE DE L'ARGENTINE

Tout au long des années 90, l'Argentine avait appliqué, sous la présidence de Carlos Menem et à la demande du FMI, une politique ultra-libérale de privatisation à outrance de toute son économie.

Cette politique fut assez comparable à celle dont sont actuellement affligés la France et les pays de l'Union européenne, sous les exigences du même FMI et de la Commission européenne. Dans l'Argentine des années

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
1990, comme dans la France des années 2000-2010, les médias et les politiciens ne cessaient d'expliquer au peuple argentin qu'il était nul, et que son salut collectif ne viendrait que des "réformes indispensables" consistant à vendre à des groupes privés étrangers tout ce qui appartenait au peuple argentin.

Cette ultra-libéralisation de l'économie argentine a certes provoqué l'enrichissement d'une partie de la population pendant quelques années, et surtout une débauche de consommation.

Mais elle a aussi et surtout entraîné une autre partie de la population dans la pauvreté (environ 20% de chômeurs officiels vers 1998) , avant de provoquer une hyper-inflation et une crise économique et financière de très grande ampleur à la fin des années 1990 et au début des années 2000.

La crise économique et financière culmina en 2001 et conduisit à des décisions historiques : le 6 janvier 2002, le nouveau gouvernement du président Eduardo Duhalde procédait à un gel total des avoirs bancaires et à une dévaluation officielle du peso de 28 % par rapport au dollar. La monnaie argentine continua à baisser très rapidement ensuite, jusqu'à perdre près de 50% face au dollar.

Après avoir mis en place un plan économique très volontariste, le président Duhalde convoqua des élections présidentielles anticipées en avril 2003. Ce fut le candidat péroniste de centre gauche Nestor Kirchner qui fut élu, sur un programme de restauration de l'État et de la souveraineté nationale argentine sur son économie.

Nestor Kirchner a été président de la République argentine de 2003 à 2007. Son bilan est historique :

a) envoyant balader les banquiers, il a « renégocié » la dette du pays en 2005 d'une façon expéditive : il a purement et simplement refusé le remboursement de trois quarts des 100 milliards de dollars de dette extérieure !

b) faisant un bras d'honneur au dogme de l'ultra-libéralisme et de la prétendue "mondialisation inévitable", il a :

- gelé les tarifs de l'énergie et des transports,
- taxé très fortement les importations,
- relancé l'activité économique (+ 50 % en cinq ans !) en la soutenant de façon keynésienne par les dépenses publiques,
- provoqué une forte hausse des salaires,
- et engagé un programme tenace de réappropriation par le peuple argentin des grands services publics du pays qui avaient été bradés à des intérêts privés américains ou européens à la demande du FMI :

- novembre 2003 : Renationalisation de la Poste argentine, qui avait été privatisée en 1997.

- janvier 2004: Renationalisation de la concession de l'espace radioélectrique national, qui avait été attribué au groupe français Thales Spectrum, filiale de Thales (ex-Thomson) en 1997.

- mars 2006: Renationalisation de la distribution de l'eau potable qui avait été attribuée au groupe français Suez en 1993.

- mars 2007: Renationalisation du Chantier naval Darsena Norte, privatisé en 1999. Les employés reçoivent 10% des actions, le reste étant contrôlé par l'Etat.

C'est sa propre épouse, Cristina Kirchner qui lui a succédé au poste de présidente de la République le 10 décembre 2007. Réélue il y a quelques mois, en octobre 2011, elle a continué l'impressionnante œuvre libératrice de son mari :

- novembre 2008 : Renationalisation du système de retraites, qui avaient été privatisées en 1994.

- décembre 2008 : Renationalisation des compagnies aériennes Aerolineas Argentinas et Austral, privatisées et acquises en 1990 par la compagnie espagnole Iberia, puis en 2001 par le groupe espagnol Marsans.

- et enfin, ce 16 avril 2012 : Renationalisation majoritaire (à 51%) de la compagnie pétrolière YPF, qui avait été privatisée et cédée à l'Espagnol Repsol en 1992.

CONCLUSION

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro~~
Tout comme les cas islandais ou vénézuélien, la politique économique, financière, sociale et industrielle menée en Argentine depuis 10 ans est soigneusement censurée dans nos médias asservis à l'oligarchie financière et industrielle euro-atlantiste.

Cette censure s'explique : tout ce qu'a décidé le gouvernement de Buenos Aires, avec le soutien massif de sa population, prouve que les dogmes de l'ultra-libéralisme et de la "mondialisation inévitable" sont des mensonges et des politiques insanes, sur lesquelles un peuple peut - et doit - parfaitement revenir.

Après avoir failli être détruite par les tenants de la privatisation de la planète au profit d'une infime minorité, l'Argentine est la preuve vivante que l'avenir n'est pas dans la destruction des États, mais dans leur résurrection.

Je me permets au passage de voir, dans la politique de renaissance argentine, des points de ressemblance frappants avec le programme de renationalisation des services publics essentiels que j'avais présenté [le 3 décembre dernier](#).

Ce n'est pas parce qu'une censure médiatique absolue m'a empêché de soumettre ce programme présidentiel libérateur au vote des Français qu'il a perdu de son intérêt et de sa pertinence. Bien au contraire, l'exemple argentin montre qu'il est plus actuel que jamais et que l'histoire finira, tôt ou tard, par lui donner raison.